Environnement

Semaine forestière méditerranéenne : adieu Barcelone, à bientôt Rabat…

L'événement qui rassemble chaque deux ans tous les acteurs concernés par la forêt méditerranéenne, au nord comme au sud du bassin, s'est clôturé vendredi sur un nouvel appel à la coordination.

BARCELONE, de notre envoyée spéciale, Suzanne BAAKLINI

La semaine forestière méditerranéenne a clôturé ses travaux vendredi, à la veille de la Journée internationale des forêts (21 mars), par une déclaration portant le nom de Barcelone, la ville dans laquelle elle s'est tenue. Et une annonce : la prochaine « semaine », cet événement, qui rassemble tous les acteurs concernés par la forêt méditerranéenne, aura lieu au Maroc en 2017.

La Déclaration de Barcelone s'inscrit dans le prolongement de celle de Tlemcen (Algérie), deux ans plus tôt, insistant sur la coopération entre les pays du bassin méditerranéen en vue de préserver et améliorer la gestion de ces véritables sanctuaires de biodiversité que sont les forêts méditerranéennes. Plus précisément, une coopération Nord-Sud qui se renforce à mesure que ces « semaines », qui se tiennent tous les deux ans (celle de Barcelone était la quatrième), viennent enrichir les relations entre forestiers et autres personnes intéressées par le domaine.

La participation de tous les acteurs pouvant influer sur l'état de la forêt, comme les industriels par exemple, est encouragée dans la Déclaration de Barcelone. Les organisations internationales concernées par les forêts, comme la Fao, l'Efimed, le Plan bleu et autres, ont été invitées à créer une plateforme de coordination. Les différents acteurs sont priés de promouvoir le travail du département de foresterie de la Fao, portant sur la lutte contre les feux de forêt, les ressources génétiques et la biodiversité, les produits non ligneux… Il a été recommandé d'élaborer une stratégie générale pour améliorer l'état des forêts.

Au cours de cette conférence qui s'est étalée sur quatre jours dans le magnifique complexe architectural de l'hôpital de la Santa Creu i Sant Pau, un des joyaux de Barcelone, il a été souvent question de protection des forêts dans un contexte de changement climatique qui, selon les prévisions, devrait frapper durement la région méditerranéenne. Or, ces forêts, qui sont de superficie extrêmement réduite par rapport aux forêts tropicales par exemple, sont souvent les grandes oubliées des sommets sur le changement climatique. Au cours de la conférence de presse qui a clôturé les travaux du colloque, et en réponse à une question de *L'Orient-Le Jour* sur une possible concertation en vue de conférer à la forêt méditerranéenne une plus grande visibilité lors du prochain sommet – décisif – qui doit se tenir à Paris, il est apparu que peu d'actions ont été envisagées dans ce sens. Youssef Saadani, directeur général des forêts en Tunisie, reconnaît qu'il « faut se présenter de manière unie à ce genre de manifestations mondiales ».

Pour sa part, Abderrahim Houmy, secrétaire général du Haut-Commissariat des forêts au Maroc, souligne que l'attention particulière accordée aux forêts tropicales dans les événements liés au climat vient de leur extraordinaire capacité à capter le carbone, ce qui est moins le cas des forêts méditerranéennes, plus connues pour leur biodiversité. Il a cependant souligné que cette biodiversité est encore plus importante que la composante de stockage du carbone et qu'il faut mettre en évidence cette spécificité dans les forums mondiaux, ce qui ne peut se faire à l'échelle d'un seul État. Il a mis l'accent sur l'importance des projets régionaux comme ceux entrepris par le Fonds français de l'environnement mondial (FFEM) ou encore l'apport d'organisations telles que la Fao pour renforcer la collaboration sur ce plan.

Une vue du magnifique complexe architectural de Sant Pau, dans lequel s'est tenu le colloque.

En réponse à une seconde question sur la « timidité » des gouvernements de certains pays méditerranéens du Sud à postuler pour des projets à caractère climatique (ce qui avait été souligné par des représentants de bailleurs de fonds dans l'une des sessions), Youssef Saadani a insisté sur la difficulté d'accéder à de tels fonds étant donné la complexité des procédures, notant un besoin d'assistance des pays du sud et de l'est de la Méditerranée dans ce sens. Tout en reconnaissant lui-même cette difficulté, Chadi Mouhanna, directeur du développement rural au ministère libanais de l'Agriculture, a noté tout de même de nets progrès depuis la mise en place de projets régionaux comme ceux du FFEM ou de la Giz (Agence allemande de coopération), dont le Liban a été l'un des bénéficiaires.

Notons qu'une représentante du ministère espagnol de l'Agriculture, Isabel Garcia Tejerina, et le ministre catalan de l'Agriculture, Josep Maria Pelegri i Aixut, ont clôturé le colloque.

Coopération

La ministre Annick Girardin à la rencontre des réfugiés syriens à Saïda pour « témoigner »

Chargée du Développement et de la Francophonie, la secrétaire d'État française effectue une visite au Liban pour réaffirmer la solidarité de la France à l'égard des réfugiés syriens et des communautés hôtes.

Diane RAMIÈRE DE FORTANIER

En quelques heures, Annick Girardin a pu utiliser ses deux casquettes : le développement et la francophonie. Hier matin, la secrétaire d'État française chargée du Développement et de la Francophonie – en visite pour trois jours au Liban – a enchaîné la rencontre avec des réfugiés syriens dans un camp à Saïda, pour pouvoir « témoigner » de leur situation, et inaugurer le bibliobus de l'Institut français de Deir el-Qamar, sous l'égide de l'ambassadeur de France, Patrice Paoli. Une visite de terrain à l'occasion de la clôture du Mois de la francophonie au Liban et à quelques jours de la conférence des donateurs pour la Syrie qui se tiendra au Koweït le 31 mars.

Comme elle l'avait fait en Guinée au plus fort de la crise de l'Ebola, la secrétaire d'État tenait à « me rendre sur le terrain pour pouvoir témoigner auprès de mes homologues et des instances internationales » lors de la conférence qui regroupera les acteurs impliqués dans le règlement du problème des réfugiés syriens. L'accueil des enfants du camp de Ouzaï – situé en bordure de Saïda – est joyeux. Mais leurs aînés sont plus préoccupés : le propriétaire de l'immeuble qui accueille 859 personnes depuis fin 2012 veut le récupérer pour terminer son projet de bâtir une université privée, censée ouvrir en 2016. Assise dans une salle de classe du rez-de-chaussée de l'immeuble aux côtés de l'ambassadeur de France et d'Astrid Castelein, représentante du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Annick Girardin écoute le comité des réfugiés du camp expliquer la situation : « Nous venons tous du même village de Syrie, nous ne voulons pas nous séparer et nous n'avons pas les moyens de trouver des logements suffisamment grands pour nos familles. » Grâce à l'aide financière de la France, l'ONG française Première Urgence, qui encadre le camp depuis que les premières familles s'y sont installées, a pu bâtir une aire de jeux que quelques-uns des 479 enfants d'Ouzaï se font une joie de montrer à la ministre, visiblement émue : « Mon petit-fils fête ses huit ans aujourd'hui, il a leur âge… »

« Mettre des visages sur une situation pour ne pas se résoudre à l'accepter » : l'ambassadeur de France résume le but de la visite de la ministre. Annick Girardin ne peut pas apporter de solution aux réfugiés qui lui racontent leur peur de devoir vivre une « seconde rupture » en quittant « leur » immeuble où ils vivent désormais depuis plus de deux ans. « Ma plus grosse contribution, c'est mon témoignage », reconnaît-elle, avant de confier : « On ne sort pas indemne d'une visite comme celle-ci. » Le centre de crise de son ministère de tutelle, les Affaires étrangères, débloque chaque année, au titre d'urgence humanitaire, un fonds d'un million d'euros, auxquels s'ajoutent treize autres millions (en 2014) dédiés à l'aide des communautés hôtes et des réfugiés syriens au Liban.

La secrétaire d'État chargée du Développement et de la Francophonie, Annick Girardin, à Saïda, dimanche matin.

Photo Diane Ramière de Fortanier

Un bibliobus pour transmettre la littérature française aux Libanais

À peine le temps de souffler et la délégation de la ministre et de l'ambassade s'engouffre dans les voitures blindées pour rejoindre les hauteurs du Chouf, où Annick Girardin coiffe sa seconde casquette : celle de secrétaire d'État chargée de la Francophonie. À Deir el-Qamar, l'Institut français inaugure le nouveau bibliobus qui sillonnera la montagne pour apporter la culture française à domicile aux habitants du Chouf. Une coupure d'électricité interrompt l'hymne national français au début de la cérémonie d'inauguration ; qu'à cela ne tienne, spontanément la délégation continue à chanter la *Marseillaise* a capella sous les voûtes séculaires de l'ancienne caserne de la capitale des émirs du Liban. Entre deux performances artistiques d'un danseur traditionnel libanais, accompagné par un accordéoniste vendéen et des musiciens libanais, la directrice de l'Institut français, Anne-Dominique Chouteau, introduit la ministre, l'ambassadeur de France et Nora Joumblatt, qui prononcent chacun une brève allocution avant que les clefs du bus ne soient solennellement remises à son chauffeur. La femme de Walid Joumblatt s'exprime au nom de son époux, en déplacement en France, qui a financé en grande partie le bibliobus bariolé : « Le Chouf, résolument anglophone, est devenu adepte de la langue de Molière grâce à la présence culturelle française. » Développement et francophonie se rejoignent, comme le souligne finalement la ministre : « Partout, le français peut permettre à nos jeunes de prétendre à un avenir meilleur dans un monde qui comptera 700 millions de francophones en 2050. »

Brèves

L'EI enlève un Syrien à Ersal

Un membre du groupe État islamique, Hussein Trad, a enlevé un ressortissant syrien, Ahmad Assi, alors qu'il était devant sa maison, dans la localité de Ersal. Ahmad Assi a été embarqué de force à bord d'une Grand Cherokee couleur bordeaux vers une destination inconnue.

Un homme arrêté pour viol d'un enfant syrien

Un homme de 24 ans, originaire de Berkaël, a été arrêté pour le viol d'un enfant syrien âgé de 9 ans. Lors de l'interrogatoire, il a avoué son crime. Son arrestation a été possible grâce à l'enquête menée par la police, suite à la plainte déposée par les parents du mineur.

Vente de viande avariée à Tripoli

Le chef de la division sanitaire de Tripoli, Ghassan Chami, accompagné d'une patrouille de police, a inspecté de nombreuses boucheries et poissonneries de Souk el-Attarine. Il a constaté plusieurs irrégularités dans nombre de commerces, notamment la présentation de la viande à l'air libre et non dans des frigos. La police a dressé des PV aux commerces non conformes aux normes.

Saisie de tabac de contrebande à Halba

Deux patrouilles appartenant à la brigade de la lutte contre le trafic au sein de la Régie ont perquisitionné des magasins spécialisés dans la vente de cigarettes et de tabac, à Halba dans le Akkar. Elles ont saisi d'importantes quantités de tabac de contrebande.

Cimenterie de Zahlé : Khalil Hraoui promet l'escalade

L'ancien ministre Khalil Hraoui a promis hier de recourir à l'escalade pour protester contre le récent rejet par le Conseil d'État de la demande de suspension des travaux de construction de la cimenterie de Zahlé. « Nous prendrons des mesures légales et populaires », a-t-il promis dans un communiqué, soulignant qu'aucune décision ne peut être appliquée à Zahlé contre la volonté de ses habitants. « Ces mesures prendront leur source dans la volonté des Zahliotes qui s'opposent au projet de construction de la cimenterie. C'est leur dernier mot », a-t-il ajouté.

Se disant « surpris » de la décision du Conseil d'État, l'ancien ministre a observé que « des questions se posent sur son bien-fondé juridique ». Il n'a pas manqué d'interpeller les juges concernés par la décision : « Est-ce pour un tel accord que le dossier a été transféré d'une chambre à une autre et d'un juge à un autre ? a-t-il demandé. Est-il possible que cette décision de justice ait été prise pour justifier un compromis ultérieur ? Ont-ils visité l'emplacement où sera construite la cimenterie ? En ont-ils conclu que ce projet ne causera à la ville de Zahlé aucun dégât environnemental ? »

Par ailleurs, le bloc des députés de Zahlé a affirmé hier que le dernier mot dans cette affaire « revient au peuple ». « Nous n'épargnerons aucun moyen pour arrêter le rouleau compresseur du ciment », ont souligné les députés.

Les archives racontent…

Dans « L'Orient-Le Jour » du 23 mars 1964

Fanfares et défilé pour l'inauguration de la « Semaine de l'enfance » au Liban

« La Semaine de l'enfance » a été inaugurée hier au Liban avec un éclat particulier. Plus de 5 000 enfants, réunis vers 16 heures au stade municipal de Beyrouth, se sont groupés pour prendre part à plusieurs manifestations sportives et artistiques. Puis un grand défilé commença à travers les rues de la ville. Fanfares et tambours en tête (dont les rythmes étaient dûment scandés par les scouts al-Jarrah, qui ont assuré par ailleurs l'organisation de cette journée), des enfants, venant de toutes les régions du Liban, installés sur une vingtaine de camionnettes-chars ou bien tenant solidement le coup à pied, en dépit de leurs jambettes de trois ou quatre ans, ont passé successivement par Tarik Jdidé, Mazraa, Basta, place Riad el-Solh, rue de l'Émir Béchir, place des Martyrs, Rivoli, rue Béchara el-Khoury, Ras el-Nabeh, rue Omar ben Khattab, et sont retournés à la Forêt des Pins de Beyrouth. Martelant le pas derrière les chars, qui représentaient très folkloriquement diverses institutions libanaises, près d'un millier de scouts et de guides ont panaché ce défilé, pittoresque et émouvant, de leur allure martiale et de leurs uniformes.

Cette semaine, qui est surtout dédiée à l'enfance malheureuse, privée de famille, de pain ou d'écoles, est placée sous le thème « Enfants d'aujourd'hui, hommes de demain ». C'est là, évidemment, un appel pour qu'au Liban, on prenne conscience de certains impératifs concernant directement tout l'avenir d'une nation. C'est d'ailleurs dans ce sens que, tout au long de cette semaine, des scouts sillonneront la ville et la montagne pour récolter des dons.

Une vue du défilé inaugural de la « Semaine de l'enfance » à Beyrouth.

C. S.

Ibrahim aux mères des soldats otages : L'assassinat des soldats, c'est du passé…

« Nul ne connaît mieux qu'une mère, qui a donné la vie, la signification du martyre. » C'est ce qu'a affirmé hier le commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwagi, sur sa page Facebook, à l'occasion de la fête des Mères. Exprimant son profond respect pour les mères des soldats tombés pour la nation, le général Kahwagi a poursuivi : « Toutes les mères symbolisent le don, mais la mère d'un martyr est le symbole du don par excellence, parce qu'elle a doublement donné : d'abord la vie et la seconde fois à la patrie. » Le commandant en chef de l'armée s'est aussi engagé auprès des mères des soldats « à ne pas faire de compromis sur le sang des martyrs et à ramener tous les soldats otages des organisations terroristes, quels que soient les sacrifices ».

C'est lors d'une interview télévisée que le directeur général de la Sûreté générale, le général Abbas Ibrahim, s'est pour sa part adressé aux mères des soldats otages de groupes jihadistes. Il a fait part des « efforts ininterrompus » pour libérer les militaires et indiqué que « ces affaires ont besoin de patience ». « Les pourparlers dans l'affaire des soldats otages sont intensifs et se trouvent à une étape bien avancée », a-t-il assuré. Reconnaissant que « certains tentent de bloquer le dossier parce qu'ils sont lésés », il a assuré que « l'assassinat de soldats relève du passé parce que les tractations ont énormément évolué ».

Sit-in

Quelque 2 000 personnes réclament le droit pour la Libanaise à transmettre sa nationalité

Près de 2 000 personnes ont répondu hier à l'appel de la campagne « Ma nationalité, un droit pour moi et ma famille ». Le sit-in, organisé à l'occasion de la fête des Mères, s'est déroulé devant le Grand Sérail, place Riad el-Solh. Il entendait inviter les autorités « à amender la loi actuelle sur la nationalité » et « refuser tous les faux prétextes avancés ». « Nous manifestons pour montrer notre insistance à poursuivre le combat dans l'objectif d'obtenir l'égalité au niveau de la loi sur la nationalité », a expliqué la coordinatrice régionale de la campagne, Lina Abou Habib. « Il s'agit de consacrer le droit des femmes à la citoyenneté totale, d'insister sur la priorité que représentent les droits des femmes au Liban et de refuser le déni dans la façon de traiter leurs dossiers », a-t-elle ajouté.

La campagne tient aussi à « dépasser les considérations confessionnelles qui entravent les droits des citoyens ». « Les droits ne sont pas divisibles, pas plus qu'ils ne se plient à des considérations discriminatoires », a assuré Mme Abou Habib. Soulignant que ce mouvement n'est ni le premier ni le dernier, la coordinatrice a promis que « la campagne pour la nationalité se poursuivra jusqu'à l'égalité complète et totale, sans exception, au sein de la loi sur la nationalité libanaise ».

S'adressant aux mères de famille libanaises, la représentante des mères au sein de la campagne, Myriam Ghazal, a assuré qu'elle était une mère libanaise, comme elles. « La différence entre moi et vous est que je suis privée du droit à la citoyenneté parce que notre loi raciste me prive de mon droit, vu que j'ai épousé un étranger. Mes enfants sont donc devenus étrangers dans mon propre pays », a-t-elle dit. Et d'ajouter : « Je suis là pour réclamer mon droit à l'égalité dans la loi sur la nationalité et pour affirmer que la fête ne peut être complète sans mes enfants. Sans eux, je ne serais pas mère. » Notons que l'événement a notamment vu la présence de l'avocate militante Iqbal Doughane.

Au même moment, une manifestation similaire, menée par l'association Masir, s'est déroulée devant le musée national de Beyrouth. Elle a vu la présence de la militante Linda Matar.